

géopolitique

LE NOUVEAU (DÉS)OR



DRE INTERNATIONAL

Tempête de sable dans le «Black Rock Desert» (Etats-Unis), 1^{er} septembre 2009.

PHOTO: MILA ZINKOVA



Symbole de la faillite du modèle communiste, la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, marque la fin du monde bipolaire et l'entrée dans une nouvelle ère: celle de la mondialisation

Vingt ans après, même si le pire a sans doute été évité, les contours du nouvel ordre international promis par les Etats-Unis restent incertains

Si l'Europe paraît aujourd'hui plus stable qu'elle ne l'a jamais été, la montée en puissance de la Chine et la fierté retrouvée de la Russie inquiètent de plus en plus. Quant à la Suisse, elle persiste dans son «splendide isolement»

UN MONDE NI PLUS STABLE, NI P NI PLUS PROSPÈRE

Vingt ans après la chute du mur de Berlin, l'héritage de la Guerre froide pèse encore lourdement sur les relations internationales. De l'Iran à Cuba, de l'Afrique au Moyen-Orient, les contours du nouvel ordre international tant espéré durant les années 1990 peinent en effet à se dessiner

Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin tombait sous les coups de pioche des Berlinoïses. Le 26 décembre 1991, c'est l'URSS qui volait à son tour en éclats. En un peu plus de deux ans, emporté par un formidable coup d'accélérateur de l'histoire, c'est tout un monde qui venait de s'effondrer. Celui de la Guerre froide, de l'équilibre de la terreur et de l'opposition entre les deux géants de l'Est et de l'Ouest. Consacrant le triomphe du «monde libre» sur la barbarie et le totalitarisme, cet imprévisible printemps des peuples a effectivement changé la face du monde. L'Europe y a gagné une unité qu'elle n'avait jamais connue auparavant et les Etats-Unis, restés seuls maîtres à bord, un leadership aussi difficile à contester qu'à assumer. Comme l'avait prédit à l'époque le philosophe américain Francis Fukuyama, l'histoire aurait pu s'arrêter là. Mais c'eût sans doute été trop simple. Vingt ans après ces événements décisifs, les contours du nouvel ordre international promis au lendemain de la victoire du camp occidental restent en effet terriblement flous et le lourd héritage de la Guerre froide est encore loin d'avoir été soldé. Entre nouvelles menaces et occasions manquées, tour d'horizon avec Jussi Hanhimäki, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement.

La chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique ont souvent été perçus comme le vrai terme de la Seconde Guerre mondiale. Dans quelle mesure ces événements marquent-ils réellement une rupture?

JUSSI HANHIMÄKI: Ce qui a changé, et c'est une évidence, c'est que l'URSS a disparu, laissant seul son vieil ennemi américain. Ces événements sont aussi capitaux pour l'Allemagne et pour l'Europe, qui ont retrouvé leur unité. Mais globalement, le monde n'est devenu ni plus

stable, ni plus sûr, ni plus prospère. Certaines menaces ont certes disparu, mais d'autres les ont remplacées. Par ailleurs, il existe également de très nombreux éléments de continuité entre le monde de la Guerre froide et celui dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Lesquels?

Tout d'abord, contrairement à ce que l'on pouvait espérer au début des années 1990, la démocratie ne s'est pas imposée partout. La Chine, la Corée du Nord ou Cuba sont toujours dirigés par des régimes autoritaires. Ensuite, parmi les nombreux conflits qui ont éclaté en Afrique, en Asie ou en Amérique latine depuis

la disparition de l'URSS, nombreux sont ceux qui trouvent leurs racines dans l'opposition que se sont livrés l'Est et l'Ouest durant cinq décennies. Les belligérants que l'on a vu s'opposer depuis les années 1990 ont, dans la plupart des cas, été soutenus, organisés et armés par un des deux «Grands» dans le contexte de la Guerre froide. Et ces forces n'ont pas disparu avec la fin du monde bipolaire. Au contraire: lorsque l'emprise des superpuissances est devenue moins forte, les conflits internes qui avaient longtemps été mis entre parenthèses ont ressurgi, parfois avec une très grande violence, comme par exemple au Rwanda et en Somalie.



Koweït, autoroute 80, 19 avril 1991.

LUS SÛR,

Peut-on faire la même analyse au sujet de la guerre du Golfe?

Cette guerre constitue un moment charnière. Elle peut être vue à la fois comme le dernier conflit du monde bipolaire et le premier du monde globalisé.

Pouvez-vous préciser?

Lorsque le bloc soviétique s'est effondré, le monde occidental, et en particulier les États-Unis, s'est retrouvé face à un défi écrasant, celui de faire quelque chose de cette victoire. En d'autres termes, c'est à l'administration de George Bush père qu'il revenait de régler tous les problèmes de la planète et d'esquisser les contours d'un nouvel ordre mondial fondé sur le respect du droit international et la sécurité collective. L'offensive pour libérer le Koweït s'inscrivait dans cette logique, mais les choses n'ont pas tourné comme prévu.

Pourquoi?

D'abord parce que la tâche était impossible à mener à bien pour une nation, si puissante fût-elle. En termes d'investissements, les États-Unis n'avaient tout simplement pas les moyens d'une telle politique. Ensuite, parce que les attentats du 11 septembre 2001 ont complètement changé la donne. Le Moyen-Orient, où les Américains étaient déjà présents notamment au travers du conflit israélo-palestinien, est devenu l'enjeu central d'une politique étrangère américaine désormais gouvernée par l'idée du choc de civilisations. Dès lors, le gouvernement de George Bush fils s'est en effet donné beaucoup de mal pour accrédi- ter l'idée que la lutte contre le terrorisme avait à nouveau coupé le monde en deux. La raison en est simple: pour envoyer 500 000 soldats américains au Moyen-Orient, il fallait trouver un motif assez solide et donc parvenir à persuader l'opinion que les «États-voyous»

constituaient une réelle menace pour la sécurité américaine.

On peut donc également analyser la montée de l'islamisme radical comme une conséquence de la Guerre froide?

Il existe en effet des liens. La création de la République islamique d'Iran, en 1979, visait à renverser un régime soutenu à bout de bras depuis deux décennies par les Américains. Elle a triomphé. Au même moment, les troupes soviétiques entraient en Afghanistan pour commencer une guerre qui allait tourner au désastre. Ces deux victoires ont sonné comme un puissant appel pour l'islamisme radical. Et puis, il ne faut pas oublier non plus que c'est dans l'idée de contrer les Soviétiques en Afghanistan que les Américains ont choisi de soutenir – indirectement – des personnalités comme Ben Laden.

Pour revenir à l'Iran. Quelle lecture faites-vous de la crise qui s'est nouée autour du programme nucléaire mené par le gouvernement du président Ahmadinejad?

Aujourd'hui, on parle beaucoup de la menace que représente le programme nucléaire iranien. On dit qu'il faut y mettre fin sinon l'Iran va faire sauter le monde. Et ce, quitte à employer la force. Mais on ne réglera jamais ce problème si on se contente de dire que l'Iran doit arrêter. Si le gouvernement iranien arrête maintenant, c'est une humiliation complète pour le pays et la fin de la carrière politique d'Ahmadinejad.

Que suggérez-vous?

Pour résoudre le problème, il faut commencer par réfléchir aux raisons qui font que l'Iran est si fortement opposé au monde occidental. En partant de ce type de questions, il y a peut-être un moyen d'ouvrir le dialogue. ►

Faits marquants

19 AOÛT 1989 > En Pologne, Tadeusz Mazowiecki devient le premier chef de gouvernement non communiste en Europe de l'Est depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

23 OCTOBRE 1989 > Après la dissolution du Parti socialiste ouvrier hongrois, la République populaire de Hongrie devient la République de Hongrie.

9 NOVEMBRE 1989 > Après des semaines d'agitation dans l'ensemble du pays, Günter Schabowski, membre du Politburo de République démocratique allemande (RDA), annonce lors d'une conférence de presse que tous les citoyens de la RDA peuvent quitter le pays. A un journaliste qui lui demande quand cette mesure doit entrer en vigueur, il donne la réponse suivante: «Pour autant que je sache, cela entre en vigueur... c'est maintenant, immédiatement.» De nombreux Berlinoises ayant suivi cette déclaration en direct à la télévision se ruent alors vers les postes frontières. Dépassés, les gardes-frontière pratiquent des ouvertures dans le «mur de la honte», qui s'effondre après 28 ans d'existence.

16 NOVEMBRE 1989 > Début de la «Révolution de velours» en Tchécoslovaquie. Le 10 décembre, le premier gouvernement non communiste est formé. Alexander Dubček est élu à la tête du Parlement le 28 décembre. Le lendemain, Václav Havel est élu président de la République. Le tout sans qu'une goutte de sang ait été versée.

25 DÉCEMBRE 1989 > En Roumanie, Nicolae Ceausescu et son épouse sont exécutés suite à un procès expéditif mené par un tribunal autoproclamé. Les images de leurs dépouilles sont diffusées le soir même à la télévision.

11 FÉVRIER 1990 > Libération de Nelson Mandela après vingt-sept ans d'emprisonnement dans les prisons sud-africaines.

2 AOÛT 1990 > A 2 heures du matin, début de l'invasion du Koweït par l'Irak. En quatre heures l'opération est terminée.

17 JANVIER 1991 > Début de l'opération «Tempête du désert», qui réunit une coalition de 34 pays, soutenus par l'ONU, pour libérer le Koweït.

30 JUIN 1991 > Abolition du régime d'Apartheid en Afrique du Sud.

12 JUILLET 1991 > La Bulgarie se dote d'une nouvelle Constitution qui consacre l'abandon de toute référence au socialisme.

Un dialogue qui ne soit pas focalisé sur les questions nucléaires, mais qui soit réellement ouvert. Si les Etats-Unis continuent à isoler le pays, cela ne fera que faciliter la tâche du pouvoir en place, comme le montre l'exemple de Cuba depuis soixante ans. Enfin, lorsqu'on aborde cette question, il est aussi bon de rappeler que les Américains ont été les premiers à soutenir le programme nucléaire iranien dans les années 1970, alors que ce pays constituait un allié essentiel des Etats-Unis et d'Israël dans la région.

«Les Américains ont été les premiers à soutenir le programme nucléaire iranien dans les années 1970»

Comment expliquez-vous le fait que la Chine, l'autre grand pays communiste, n'ait pas été emportée dans la tourmente soulevée par la chute du «rideau de fer»?

La différence principale est que, contrairement à l'URSS, la Chine communiste n'a jamais manifesté d'ambitions impérialistes en dehors de sa zone d'influence traditionnelle. Si bien que dès les premières mesures d'ouverture économique, l'administration américaine s'est mise à traiter la Chine comme un partenaire stratégique et non comme un ennemi. Résultat: pendant que les deux grands épousaient leurs forces à courir derrière l'équilibre de la terreur, la Chine a pu grandir à l'ombre de la Guerre froide et rattraper une grande partie de son retard économique pour devenir un acteur majeur sur la scène mondiale. Et ce, à un moment qui paraît idéal.

Dans quelle mesure?

Après une longue période de décolonisation, de nombreux pays africains ou d'Amérique la-

19 JUILLET 1991 > L'effondrement de la Fédération yougoslave débouche sur un conflit opposant la République de Croatie nouvellement indépendante à l'Armée populaire yougoslave et à une partie des Serbes de Croatie.

25 DÉCEMBRE 1991 > Mikhaïl Gorbatchev remet sa démission en tant que président de l'Union soviétique. Le jour suivant, l'Union soviétique est officiellement dissoute et remplacée par la Fédération de Russie.

6 AVRIL 1992 > L'armée populaire yougoslave attaque la Bosnie-Herzégovine, qui s'était déclarée indépendante le 1^{er} mars.

6 AVRIL 1994 > Au Rwanda, début de la guerre civile opposant «Hutus» et «Tutsis». Le conflit débouche sur un génocide qui aurait fait 800 000 victimes selon l'ONU.

14 DÉCEMBRE 1995 > Signature des accords de Dayton, qui mettent fin aux conflits en Bosnie et en Croatie.

11 SEPTEMBRE 2001 > Attentats terroristes aux Etats-Unis, effondrement des deux tours du World Trade Center à New York.

7 OCTOBRE 2001 > Début de la guerre contre le régime des Talibans en Afghanistan.

12 OCTOBRE 2002 > Triple attentat à Bali. Bilan: 202 morts et 209 blessés.

23 OCTOBRE 2002 > Prise d'otages au Théâtre de Moscou. Le bilan officiel fait état de 39 victimes parmi les terroristes, tandis qu'au moins 129 otages sont tués par le gaz lâché par les forces russes.

20 MARS 2003 > L'invasion de l'Irak par une coalition conduite par les Etats-Unis marque le début de la «Troisième guerre du Golfe».

11 MARS 2004 > Attentats à Madrid. Bilan: 191 morts et 1400 blessés.

1^{ER} SEPTEMBRE 2004 > Prise d'otages à Beslan, en Ossétie du Nord. Après trois jours de siège, les forces spéciales donnent l'assaut. Bilan officiel: 344 civils tués, dont 186 enfants.

7 JUILLET 2005 > Attentats à Londres. Les quatre explosions successives font 56 morts et 700 blessés.

30 DÉCEMBRE 2006 > Saddam Hussein est exécuté pour crimes contre l'humanité.

8 AOÛT 2008 > La Géorgie s'engage dans un conflit armé avec la Russie et les armées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.

26 NOVEMBRE 2008 > Une dizaine d'attaques terroristes à Bombay font 173 morts et 312 blessés.

World Trade Center, New York, 11 septembre 2001.

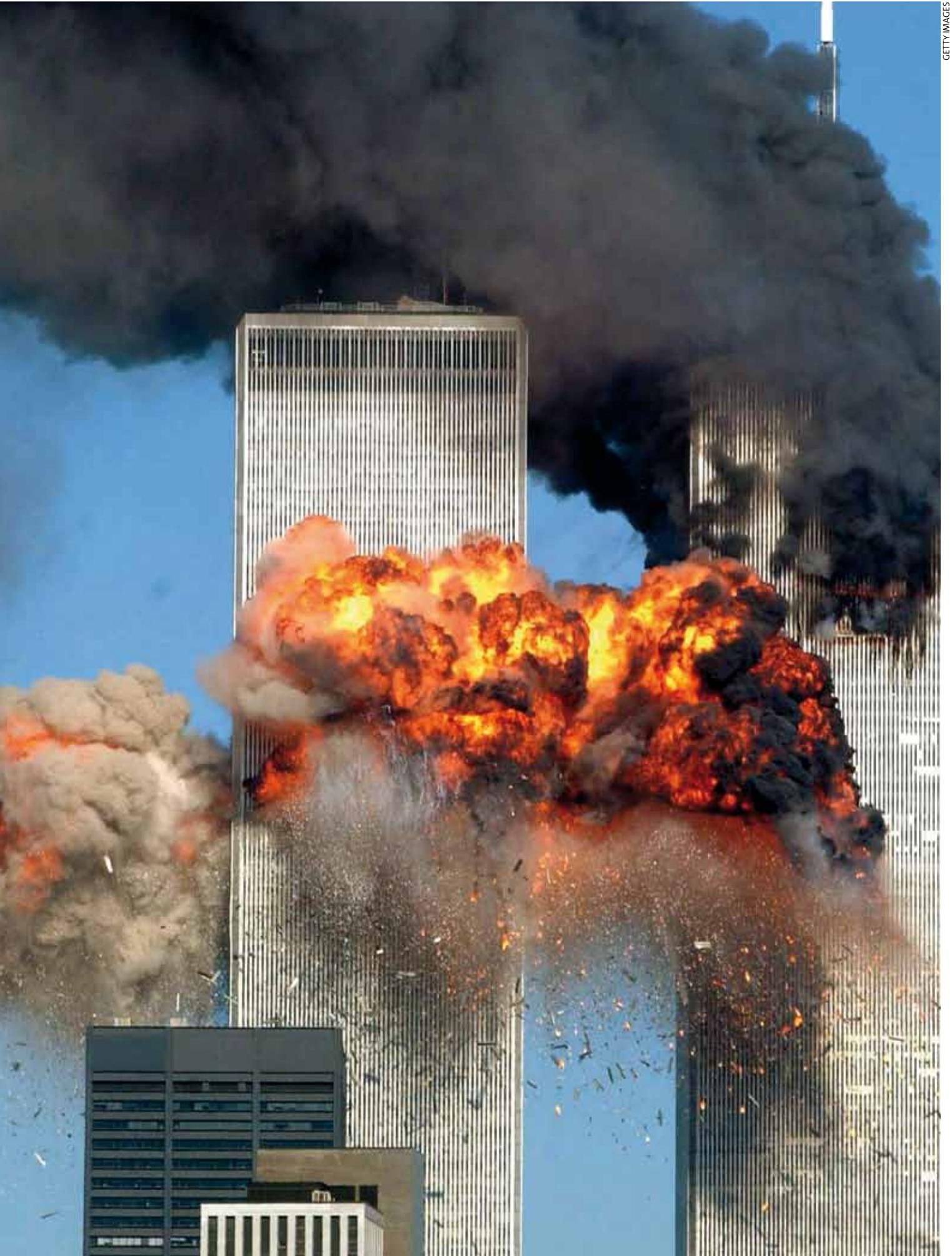
tine connaissent depuis quelques années un développement rapide qui exige d'importants investissements extérieurs. Or, l'intervention des pays occidentaux (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne), caractérisée par la volonté de tirer profit des conflits internes pour s'assurer des bénéfices maximaux, n'a pas laissé partout de bons souvenirs. Ce qui laisse le champ libre à des puissances comme la Chine ou l'Inde.

Avec vingt ans de recul, le regard que portent les historiens sur l'époque de la Guerre froide a-t-il évolué?

La question qui fait débat actuellement concerne la place de l'idéologie comme force antagoniste entre les deux blocs. Durant la Guerre froide, on considérait ce conflit essentiellement comme une lutte pragmatique pour le pouvoir. Aujourd'hui, on s'aperçoit que ce n'est vrai que partiellement et que c'est essentiellement sur des bases idéologiques que ce conflit s'est globalisé. Il est, par exemple, absolument impossible de comprendre l'évolution de la situation à Cuba depuis plus de cinquante ans si on ne prend pas en compte ce type d'éléments. Par ailleurs, on a sans doute exagéré l'importance de certains événements emblématiques comme la crise des missiles. Avec la distance, il apparaît que ces moments de tension extrême n'ont pas eu d'impact durable dans l'histoire. En revanche, les développements structurels qui se sont mis en place dans le cadre de la lutte entre les deux «Grands» restent très importants pour comprendre le monde d'aujourd'hui.

Pouvez-vous en donner un exemple?

C'est particulièrement frappant dans les pays qui ont été décolonisés dans les années 1960-1970. Plutôt que d'accéder à une réelle indépendance, la plupart de ces Etats ont été instrumentalisés dans la lutte à laquelle se livraient Américains et Soviétiques, chaque camp s'efforçant de soutenir idéologiquement, économiquement et militairement sa propre faction. Et c'est bien dans les crises qui se sont jouées à cette époque qu'il faut chercher l'origine de la plupart des conflits qui se sont déclenchés depuis que le monde n'est plus coupé en deux. ■



L'EUROPE MASTODONTE

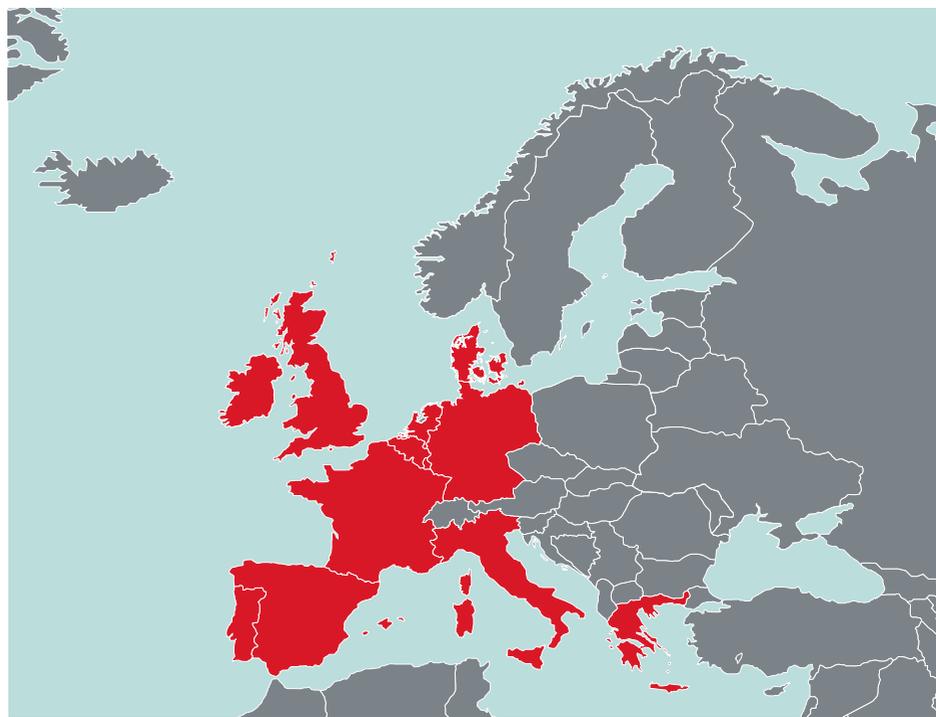
Entre 1990 et 2010, l'Union européenne est passée de 12 à 27 membres. Elle s'est dotée d'une monnaie unique qui en fait la plus grande puissance commerciale au monde. Une mutation qui doit beaucoup à la clairvoyance dont ont fait preuve les dirigeants de l'Allemagne réunifiée

Il suffit d'ouvrir un atlas pour s'apercevoir du chemin parcouru. Depuis la chute du mur de Berlin, 14 nouveaux Etats sont apparus en Europe. L'Allemagne a retrouvé son unité, d'autres ont acquis leur indépendance. Dans le même temps, l'Union européenne (UE) est passée de 12 à 27 membres et elle est devenue la première puissance commerciale mondiale. Le procédé n'a pas été sans dégâts. La guerre dans les Balkans, notamment, a laissé des traces qui mettront longtemps à se cicatrifier. Mais globalement, il a débouché sur une Europe plus unie et dont la voix pèse de plus en plus lourd sur la scène internationale.

Retour sur deux décennies qui ont radicalement changé la face du Vieux Continent avec René Schwok, maître d'enseignement et de recherche au Département de science politique (Faculté des sciences économiques et sociales) et titulaire de la Chaire Jean Monnet «Union européenne: politique et institutions» à l'Institut européen.

«De manière assez paradoxale, on a toujours l'impression que l'UE passe de crise en crise et que rien n'avance, explique René Schwok. Pourtant, en vingt ans, le chemin qui a été parcouru par l'Union est énorme. On peine à réaliser les progrès effectués car il y a un fossé important entre les attentes envers l'Europe (qui sont énormes) et ses réalisations (qui sont souvent peu spectaculaires). Par ailleurs, ce processus d'intégration est chaotique, parsemé de crises et d'embûches, donc difficile à décrypter. Mais ces accidents de parcours amènent aussi des évolutions. Et, au final, cette politique des petits pas se traduit par de réels changements.»

Au travers de milliers de mesures économiques et sociales, le contrôle au passage des frontières pour les marchandises et les personnes a ainsi été supprimé à l'intérieur de l'espace communautaire et même au-delà, puisque la Suisse est également concernée. L'existence de ce marché intérieur réunissant plus de 500 millions d'habitants fait aujourd'hui de l'Europe la première puissance



1990: l'Europe des Douze.

économique mondiale. Il permet aussi à n'importe quel ressortissant d'un pays de l'UE de s'établir où il le souhaite, à la seule condition de posséder un contrat de travail.

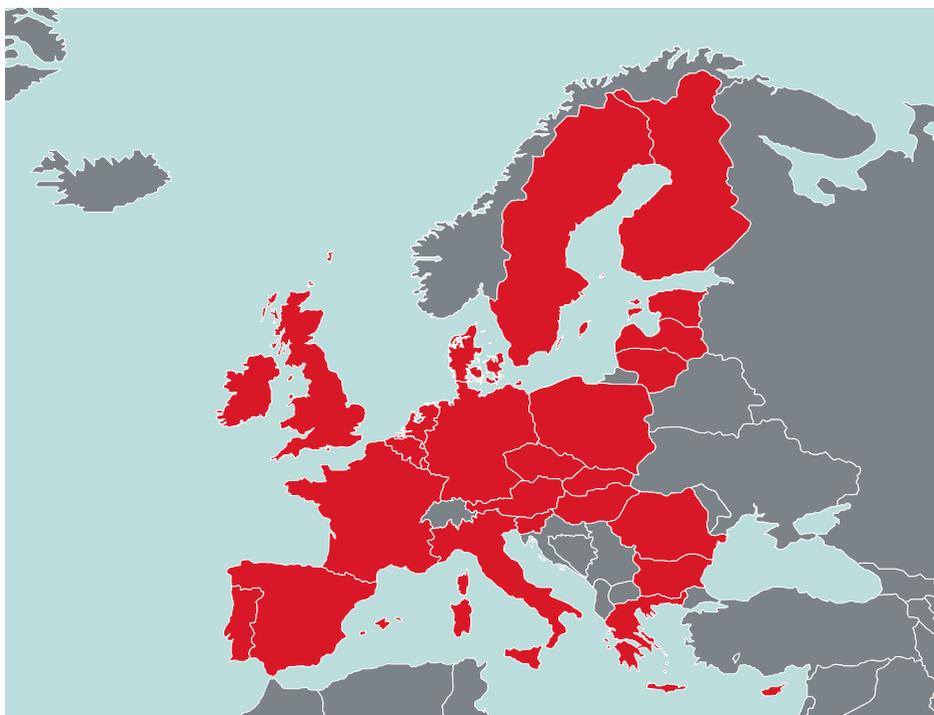
AMBITION CROISSANTE

Depuis son introduction en 2002, l'euro est devenu la monnaie unique de 16 des 27 Etats de l'Union. Et, malgré la crise, c'est aujourd'hui la deuxième monnaie au monde pour les transactions, derrière le dollar américain, et la première pour la quantité de billets en circulation.

Dotée de compétences élargies en matière de coopération policière, d'immigration et d'asile, l'UE est également devenue plus démocratique. En dotant le Parlement d'un droit de veto, elle a en effet réduit le pouvoir des ministres, qui

jusqu'à-là étaient seuls à décider. Souvent raillée pour son incapacité à parler d'une seule voix et à réagir en cas de crise politique, l'UE a également fait preuve d'une ambition croissante dans les actions qu'elle a conduites au-delà de ses frontières.

Impuissante durant la guerre en ex-Yougoslavie, l'UE parvient ainsi à envoyer 7000 hommes en Bosnie en 2005. L'année suivante, elle crée une Agence européenne de la défense désormais présente sur la plupart des théâtres de crise. Sur la question palestinienne, l'UE a réussi à imposer aux Etats-Unis l'objectif d'une solution fondée sur deux Etats. Au Congo ou au Kosovo, les experts estiment également que sa présence a eu des effets positifs.



2010: l'Europe des Vingt-Sept.

Mais c'est sans conteste l'élargissement aux anciens pays du bloc communiste qui est considéré par les diplomates européens comme leur plus grande réussite. A juste titre.

«Personne n'avait vu venir la chute du mur de Berlin, se souvient René Schwok. Et on était loin de se douter que les choses allaient si bien tourner. J'étais à Harvard à ce moment, et je me rappelle avoir suivi un certain nombre de séminaires dans lesquels toutes sortes d'experts envisageaient les différents scénarios possibles. La plupart étaient catastrophistes: certains prévoyaient un embrasement de l'Union soviétique, d'autres estimaient qu'il serait très difficile de convertir à la démocratie et à l'économie de marché des anciens membres du Pacte de Varsovie. Enfin, le risque de voir des minorités opprimées suscitait également une vive inquiétude. Bien sûr, tout n'a pas été parfait.

Il y a eu la guerre en Yougoslavie et cette parodie de révolution en Roumanie, mais de façon presque miraculeuse, on a évité le pire.»

MOTEUR ALLEMAND

La rapide conversion des pays d'Europe centrale à la démocratie a sans doute été facilitée par le communisme lui-même. La plupart de ces régimes se caractérisaient en effet par un relativement bon niveau d'éducation des hommes et des femmes, ainsi que par l'indépendance des universités, ce qui a pu compter dans la réussite de l'expérience.

Le rôle joué par l'Allemagne reste absolument central. Redoutée par la France de François Mitterrand et une large frange des Suisses alémaniques, l'Allemagne réunifiée ►

Faits marquants

1992 > Le référendum sur l'Espace économique européen (EEE) est refusé à 50,3% par le peuple suisse.

1993 > Le Traité de Maastricht crée l'Union européenne, qui remplace la Communauté économique européenne (CEE). Il prévoit également la création d'une union économique et monétaire.

1994 > Entrée en vigueur de l'EEE.

1995 > L'Autriche, la Suède et la Finlande entrent dans l'Union européenne, qui regroupe désormais 15 Etats membres.

2000 > Le Conseil européen de Lisbonne définit une politique visant à faire de l'Europe de 2010 «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde». Création de la Banque européenne d'investissement.

2001 > Les électeurs suisses se prononcent contre l'accélération de la procédure d'adhésion.

2002 > Mise en circulation de l'euro dans 11 pays de l'UE. Entrée en vigueur des Accords bilatéraux I.

2003 > Entrée en vigueur du Traité de Nice, qui fixe les principes et les méthodes d'évolution du système institutionnel au fur et à mesure que l'Europe s'élargira.

2004 > Signature de l'acte d'élargissement de l'Union européenne, qui passe de 15 à 25 membres. Adhésion de l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, Malte et Chypre. Création de l'Agence européenne de défense. Conclusion des Accords bilatéraux II.

2007 > Adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie. L'Union européenne compte 27 membres.

2008 > Chypre et Malte adoptent l'euro comme monnaie officielle. La zone euro compte 15 pays, soit 320 millions de personnes. Entrée de la Suisse dans l'Espace Schengen/Dublin.

2009 > Entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui transforme le Conseil européen en une nouvelle institution en le dotant d'un président et d'un haut représentant pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité.

«Touche pas à mon île!»

Malgré une intégration de plus en plus forte dans l'espace européen, la Suisse reste le seul pays d'importance sur le Vieux Continent à refuser de manière systématique l'adhésion à l'Union européenne. Un paradoxe dont on n'est pas près de sortir

Le 6 décembre 1992, 50,3% du peuple suisse refuse d'adhérer à l'Espace économique européen (EEE). Causant un traumatisme profond dans un pays désormais coupé en deux par la fameuse «barrière de rösti», ce «dimanche noir» constitue également l'une des premières grandes victoires politiques d'un certain Christoph Blocher, alors conseiller national du canton de Zurich. Or, voilà que, presque vingt ans plus tard, le leader de l'Union démocratique du centre (UDC) réclame une initiative pour rendre l'adhésion à l'Union européenne anticonstitutionnelle.

Est-ce à dire que rien n'aurait changé sur l'île helvétique? C'est à la fois vrai et faux. Vrai dans la mesure où la Suisse reste le seul pays européen d'importance qui refuse de manière constante une adhésion à l'Union européenne. Faux, parce que même si la Suisse reste un point de couleur différente sur les cartes du continent, en deux décennies de nombreuses barrières se sont levées en matière d'économie, de social, d'éducation, de recherche ou d'environnement. Avec l'adoption des Accords bilatéraux et l'entrée dans l'Espace Schengen, notre pays s'est en effet déjà engagé bien au-delà de ce qui était prévu par l'EEE.

Signe de cette intégration: près de 900 000 citoyens de l'UE résident aujourd'hui sur le territoire de la Confédération, tandis que près de 400 000 Suisses vivent dans un des 27 Etats de l'Union.

En outre, les entreprises suisses emploient plus de 850 000 personnes dans les pays de l'UE.

«Les Suisses peuvent désormais s'établir dans n'importe quel pays de l'Union à condition d'avoir un contrat de travail, résume René Schwok, maître d'enseignement et de recherche au Département de science politique et titulaire de la chaire Jean Monnet à l'Institut européen. En contrepartie, n'importe quel citoyen de l'UE peut s'établir en Suisse aux mêmes conditions. Avant l'introduction de ces mesures, il existait une discrimination sur le marché de l'emploi en faveur des Suisses. C'est devenu illégal pour ce qui est des communautaires, même si cela reste possible vis-à-vis des ressortissants du reste du monde.»

LES FRONTALIERS DE LONDRES

De la même manière, le statut de frontalier a été profondément modifié au cours de ces dernières années par la dynamique européenne. Les employeurs ne sont ainsi plus contraints de vérifier que l'emploi qu'ils souhaitent pourvoir ne peut être attribué à un Suisse avant de le confier à une personne frontalière. Cette dernière n'a par ailleurs plus l'obligation de regagner son domicile tous les soirs, ni même d'habiter dans la région proche de l'emploi. Aussi curieux que cela puisse paraître, on peut devenir un travailleur frontalier en Suisse tout en habitant à Londres, Paris ou Madrid. Conséquence: alors qu'en 2002, avant l'entrée en vigueur de l'ac-

cord, on comptait environ 35 000 frontaliers à Genève, ils sont aujourd'hui 65 000.

L'adoption de la libre circulation des biens a également ouvert les portes du pays aux camions de plus de 28 tonnes. Et elle a contribué à augmenter la concurrence sur les marchés publics, qui ne sont plus réservés aux entreprises nationales et donc moins susceptibles de générer des pratiques clientélistes. L'Europe a également imposé à la Suisse de libéraliser son espace aérien – dont la principale conséquence est la possibilité de voyager à moindre coût – et de prélever un impôt sur les revenus de l'épargne de ses ressortissants établis sur le sol helvétique. Aujourd'hui, ce sont ainsi près de 700 millions de francs qui sont taxés par ce moyen, dont 500 millions sont reversés aux pays d'origines.

Au cours de ce qui s'apparente à un long mariage de raison, la Suisse a certes parfois dû céder du terrain, mais elle n'a jamais été forcée de lâcher prise sur ce qui lui semblait l'essentiel: la neutralité, le secret bancaire et la démocratie directe.

Paradoxalement, le fait que la Confédération ait pu se glisser dans un costume taillé sur mesure n'a pas fait augmenter la cote d'amour de l'Union dans le pays. C'est même plutôt l'inverse qui s'est produit. *«Au début des années 1990, en Suisse romande, il était difficile de se dire anti-européen, se souvient René Schwok. Il y avait une sorte de fièvre européenne*

qui faisait que c'était presque mal vu. Aujourd'hui, ce n'est plus du tout le cas. D'une part, parce que le discours tenu par l'UDC est mieux accepté, de l'autre, parce que le regard porté sur la Suisse a changé. Au moment d'Expo.02, l'autocritique était relativement forte et le slogan de l'artiste Ben ("La Suisse n'existe pas") avait rencontré par mal d'écho. Depuis quelques années, au contraire, on constate le retour d'un certain patriotisme, y compris en Suisse romande. La Suisse s'est refermée sur elle-même et beaucoup de nos concitoyens se sentent très supérieurs à ce qu'on leur présente comme la "chienlit" européenne.»

SI LOIN, SI PROCHE

De là à penser que l'épisode de 1992 ne fut qu'une parenthèse, il n'y a qu'un pas. Que René Schwok franchit sans hésiter. *«Les Suisses sont beaucoup plus cohérents que ce que les médias prétendent, explique le politologue. Depuis cinq ans, ils ne veulent ni l'adhésion ni la marginalisation, mais une sorte de troisième voie qui correspond à la direction suivie avec les bilatérales. C'est une solution qui fédère clairement la majorité de la population et de la classe politique du pays. Elle nous permet de profiter des avantages du système communautaire sans avoir à en assumer ce qui nous apparaît comme des inconvénients. En ce sens, on peut penser que plus la Suisse se rapproche de l'Union, plus elle s'éloigne de la perspective d'une adhésion. Et, au cours de ces dernières décennies, nous nous sommes beaucoup rapprochés de notre grand voisin...»* ■



s'est en effet rapidement imposée comme un des principaux moteurs de l'intégration européenne. Non content de porter à bout de bras le redressement économique de l'ex-RDA, le pays d'Helmut Kohl a investi des sommes colossales dans l'Union, dont elle est aujourd'hui le principal contributeur. Mais cela n'allait pas de soi. «Avec le recul, on ne peut que rendre hommage au très grand sens des responsabilités dont ont fait preuve à l'époque les dirigeants allemands, en particulier Helmut Kohl, chancelier de 1982 à 1998», constate René Schwok.

LE «GÉANT NOIR DU PALATINAT»

Sans rien enlever à la clairvoyance ni au sens politique remarquable de celui que la presse allemande a surnommé le «géant noir du Palatinat» en raison de sa taille imposante et de son attachement au catholicisme, ce processus aurait sans doute été bien plus périlleux sans le développement de l'Union européenne et la réaffirmation de la présence de l'OTAN sur le continent. Au début des années 1990, pour beaucoup d'Occidentaux, le risque majeur, c'est de voir l'Allemagne retrouver son hégémonie sur le continent et asseoir sa domination dans

tous les domaines: économie, politique, militaire, culture, etc.

Or, avec le maintien de l'OTAN, dont on avait pu un instant imaginer la dissolution dans la mesure où l'ennemi qui avait motivé sa créa-

tion avait disparu, les Etats-Unis sont restés la principale puissance militaire en Europe.

De son côté, le renforcement de l'UE a permis d'éviter que les pays de l'ex-bloc soviétique ne tombent dans la dépendance politique exclusive du géant allemand. «Aujourd'hui, on a un peu de peine à le réaliser, mais une Allemagne arrogante aurait créé des antagonismes, il y aurait eu des blocages, des alliances, et on aurait pu se retrouver dans une situation similaire à celle de 1914 ou de 1939», explique René Schwok.

Au lieu de cela, même si sur le plan économique l'Allemagne a retrouvé sa position dominante à l'Est, elle ne s'en est pas servie comme d'un moyen de pression politique. D'autre part, l'adhésion de la plupart des anciens pays du Pacte de Varsovie à l'Union européenne a permis à ces Etats de ne pas être obligés de passer par Berlin pour se faire entendre. Il existait pour cela un cadre et toute une série de mécanismes communautaires. «Si bien que l'Allemagne est redevenue aujourd'hui la première puissance économique et démographique du continent, conclut René Schwok. Et ce sans que cela ne crée le moindre antagonisme ou ressentiment de la part de ses voisins.» ■

«Une Allemagne arrogante aurait créé des antagonismes, il y aurait eu des blocages et on aurait pu se retrouver dans une situation similaire à celle de 1914 ou de 1939»

LA TRANSITION AUTOCRATIQUE

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine a permis à la Russie de retrouver un rôle de premier plan sur la scène internationale. Mais elle coïncide également avec le retour d'un certain autoritarisme. Une évolution dans laquelle l'Occident a une lourde responsabilité

Dans la Russie d'aujourd'hui, on chuchote à nouveau. Comme à l'époque de Brejnev ou de Staline, l'homme de la rue sait qu'il est des sujets qu'il ne vaut mieux pas aborder en public et des questions qui ne sont pas bonnes à poser. Muselés, les médias semblent tout aussi impuissants que l'opposition à soulever cette chape de plomb. A l'extérieur également, la Russie recommence à faire peur. La guerre contre le «terrorisme» tchétchène et la récente intervention contre la Géorgie ont montré au monde entier que, là aussi, il y avait de nouveau des limites à ne pas dépasser.

En profitant de la faiblesse de la Russie, l'Occident a grandement facilité l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine

Dans ce retour à l'autoritarisme, Vladimir Poutine a, bien sûr, joué un rôle essentiel. Mais l'Occident, si prompt à condamner la brutalité de Moscou, a également sa part de responsabilité. En profitant de la faiblesse de la Russie au lendemain de l'effondrement de l'URSS, les pays de l'OTAN ont en effet contribué à nourrir un sentiment d'humiliation au

sein du peuple russe qui a grandement facilité l'accession au pouvoir de l'ancien lieutenant-colonel du KGB.

Tout commence par un rendez-vous manqué. Lorsqu'il arrive au pouvoir, au milieu des années 1980, Mikhaïl Gorbatchev entend placer l'URSS sur de nouveaux rails. Son pari se résume à deux slogans: *Glasnost* (transparence) et *Perestroïka* (reconstruction). Il consiste à alier la libéralisation économique au développement d'une culture démocratique basée notamment sur la publication de documents historiques jusque-là confidentiels.

«RENDRE PUBLIC CE QUI DOIT L'ÊTRE»

«L'idée de Gorbatchev, c'était de "rendre public ce qui doit l'être", précise Jean-François Fayet, maître d'enseignement et de recherche au sein de l'Unité d'histoire contemporaine (Faculté des lettres). J'étais en Russie à l'époque. C'était un moment très particulier. On sentait une sorte d'effervescence et un énorme attrait pour l'histoire. Le sujet était au centre de toutes les conversations. Chaque matin, le premier geste que faisaient les Moscovites était de descendre dans la rue pour acheter un journal et y découvrir les derniers documents publiés.»

La chute du Mur va tout précipiter: alors que l'Empire soviétique prend l'eau de toutes parts, l'économie dégringole. Hué par ses concitoyens, le Prix Nobel de la paix 1990 est aussi lâché par les grandes puissances. Ni les Etats-Unis, ni la France, ni l'Allemagne ne lèveront le petit doigt pour sauver le leader démocrate lors du putsch d'août 1991. Six mois plus tard, Gorbatchev abandonne le pouvoir aux mains de Boris Eltsine. Le lendemain, l'Union des républiques socialistes soviétiques cesse officiellement d'exister. C'est la fin d'une époque, la fin d'un espoir aussi.

«En 1918, les Français ont gagné la guerre, mais ils ont perdu la paix, commente Jean-François Fayet. De la même manière, les Etats-Unis ont remporté la Guerre froide, mais ils risquent bien de perdre la paix. Plutôt que d'investir massivement pour aider la Russie lorsque celle-ci était le plus favorable à une démocratisation, le gouvernement américain et les pays de l'OTAN dans leur ensemble ont choisi de laisser pourrir la situation. Avec un objectif: profiter de la faiblesse momentanée de la Russie pour grignoter tout ce qui pouvait l'être. Et ce, sans rater une occasion d'humilier l'ancienne superpuissance sur la scène internationale.»

Alors que le processus de libéralisation vire au pillage en règle des ressources du pays et que le chaos s'installe à l'intérieur des frontières, les principaux engagements qui avaient été pris entre Gorbatchev et Bush père sont en effet remis en cause. Alors que les deux dirigeants s'étaient accordés sur le fait qu'aucune des anciennes démocraties populaires ne seraient intégrées à l'OTAN, la plupart des anciens Etats satellites de Moscou s'empressent de rejoindre l'Alliance atlantique. Ils sont suivis, quelques années plus tard, par d'anciennes républiques soviétiques, au premier rang desquelles les pays Baltes. Confirmant les pires craintes des Russes, les Américains n'hésiteront pas non plus à s'immiscer politiquement dans les «révolutions de couleur» que connaissent successivement la Géorgie (en 2003), l'Ukraine (en 2004) ou le Kirghizistan (en 2005).

Ce sentiment d'injustice et de frustration culmine en 1994, lorsque les Russes découvrent que Boris Eltsine n'est pas convié à participer aux cérémonies commémorant le 50^e anniversaire du débarquement des Alliés en Normandie. «Suite à ce qui a été vécu par les



Vladimir Poutine, République de Tuva, 15 août 2007.

Russes comme une baffe diplomatique, les acquis liés à la libéralisation ont commencé à être contrebalancés par le ressentiment causé par le fait que la Russie avait perdu son statut de grande puissance, note Jean-François Fayet. Et depuis, ce mouvement n'a cessé de s'accroître.»

LE FOSSOYEUR DE LA DÉMOCRATIE

Le passage au pouvoir de Boris Eltsine, il est vrai, n'a rien arrangé. Tourné en ridicule par les médias occidentaux pour ses frasques et son penchant pour la vodka, le premier président de la Fédération de Russie a également fait entrer son pays dans un processus d'autovictimisation. Considérant le communisme comme intrinsèquement criminogène et la Révolution de 1917 comme un phénomène

exogène qui aurait interrompu le cours normal du développement de la Russie, le pouvoir ôte, durant ces années, à la population ses dernières sources de fierté. Il échoue hélas à imposer une alternative. Incarnant le népotisme et la corruption, Boris Eltsine renvoie aux Russes une image d'eux-mêmes qu'ils n'apprécient pas du tout.

«De nombreux Russes ont vécu ces années comme une période d'humiliation nationale, explique Jean-François Fayet. Eltsine n'a pas été à la hauteur de la situation. Il a été le fossoyeur de la démocratie en Russie et il a sans doute plus que quiconque contribué à dévaloriser l'idée d'une société libérale dans ce pays. En quelques années, il a réussi ce que les Soviétiques n'étaient pas parvenus à faire en près de 70 ans.» ►

Faits marquants

MARS 1985 > Mikhaïl Gorbatchev est nommé secrétaire général du Parti communiste de l'URSS.

1989 > Les troupes russes se retirent d'Afghanistan.

1990 > Gorbatchev reçoit le Prix Nobel de la paix.

20 AOÛT 1991 > Les ultras du Parti communiste soviétique tentent un coup d'Etat pour renverser Gorbatchev.

25 AOÛT 1991 > Boris Eltsine, alors président du Soviet suprême de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, suspend les activités du Parti communiste d'URSS et confisque ses biens.

25 DÉCEMBRE 1991 > Mikhaïl Gorbatchev démissionne de la direction du Parti communiste de l'URSS. Boris Eltsine est le nouveau maître de la Russie.

26 DÉCEMBRE 1991 > Dissolution de l'URSS.

1994-1996 > Première guerre de Tchétchénie.

1999-2000 > Deuxième guerre de Tchétchénie.

31 DÉCEMBRE 1999 > Boris Eltsine démissionne pour raison de santé au profit de Vladimir Poutine, qui reprend le pouvoir par intérim.

26 MARS 2000 > Vladimir Poutine est élu président de la Fédération de Russie.

MARS 2004 > Réélection de Vladimir Poutine à la tête de la Russie avec 71,22% des suffrages.

7 OCTOBRE 2006 > Assassinat de la journaliste Anna Politkovskaïa, le jour de l'anniversaire de Vladimir Poutine.

MARS 2008 > Dmitri Medvedev est élu président de la Fédération de Russie. Vladimir Poutine occupe le poste de président du gouvernement.



Cérémonie devant la tombe du soldat inconnu, Moscou, 26 juin 2009.

Son successeur est d'une autre trempe. Ancien agent du KGB – il a notamment opéré en RDA –, Vladimir Poutine donne en effet l'image d'un homme fait pour l'action. Jeune, fort, en bonne santé, il se montre très discret sur sa fortune personnelle, sans doute considérable, et cultive une relative sobriété dans l'exercice du pouvoir. Ce qui ne le rend pas moins redoutable. «Poutine est l'enfant de son milieu», explique Jean-François Fayet. Il s'y entend fort bien en matière de manipulation et de contrôle. La totalité des médias utiles (radio, TV, presse populaire) sont ainsi désormais sous l'étouffoir. Détail qui a son importance, Poutine a récemment pris la direction d'une commission de production de films russes, lui permettant de financer des fictions exaltant la grandeur nationale. Et dans un pays comme la Russie, c'est un instrument politique extrêmement puissant.»

STALINE RÉHABILITÉ

Fin stratège, «l'homme de fer» est parvenu, du moins en partie, à tenir aux Russes le discours qu'ils avaient envie d'entendre. Rompant avec l'attitude de contrition qui avait prédominé durant les années Eltsine, il s'est donné pour principal objectif de rendre à son pays sa puissance passée. Dans le discours, le processus passe, entre autres, par une profonde relecture de l'histoire, et en particulier, de la Seconde Guerre mondiale. Selon les thuriféraires du pouvoir actuel, c'est ainsi la «Grande guerre patriotique» menée par Staline qui constitue le fait marquant du XX^e siècle, dans la mesure où c'est grâce aux

sacrifices consentis par des millions de Soviétiques, que le nazisme a pu être vaincu.

«Les historiens officiels russes ont mené un important travail visant à exalter la fierté nationale russe en revoyant toute l'histoire du XX^e siècle sous l'angle de la victoire contre le fascisme», précise Jean-François Fayet. Staline, dont on a vu refleurir les portraits – notamment dans le métro de Moscou – s'est trouvé réhabilité. Tout étant subordonné à l'objectif final, soit la victoire contre l'Allemagne, le Pacte germano-soviétique, la Terreur et les grandes famines sont passés au second plan. Ce qui compte désormais, c'est qu'à l'époque, la Russie était respectée.»

Ce discours conquérant, voire agressif, n'a pas tardé à se traduire en actes. En légitimant la lutte contre le «terrorisme», les attentats du 11 septembre 2001 ont agi comme une sorte de déclencheur. Les Tchétchènes, qui jusque-là avaient plutôt été perçus par les Occidentaux comme des résistants, se sont soudain vus rattachés à l'«internationale terroriste». Considérant qu'ils avaient désormais les mains libres, les Russes ont ensuite repris pied dans le Caucase, dont ils avaient été exclus depuis la fin de la Guerre froide. Et ils ne sont visiblement pas près d'en partir.

«L'entreprise insensée tentée par le président géorgien Mikhaïl Chakashvili en août 2008 constitue un moment fort dans l'histoire récente de la Russie», explique Jean-François Fayet. Les Russes avaient prévenu qu'ils étaient prêts à défendre leurs intérêts par la force si le besoin s'en faisait sentir. La guerre éclair contre la Géorgie a montré de façon évidente qu'il ne fallait pas dépasser la ligne

«La guerre éclair contre la Géorgie a montré de façon très claire qu'il ne fallait pas dépasser la ligne rouge»

rouge. Elle a aussi permis à toutes les anciennes républiques soviétiques de constater que les Occidentaux n'étaient pas prêts à se risquer à un conflit avec la Russie pour voler à leur secours. C'est un tournant décisif dans la mesure où il marque la fin de l'avancée américaine dans la région. Désormais, ce n'est plus la seule puissance dominante dans cette partie du monde.»

LA POLITIQUE: UN LUXE POUR PRIVILÉGIÉS

Le retour en force de la Russie sur la scène internationale ne règle toutefois pas tous les problèmes. Loin de là. Car si Moscou ressemble aujourd'hui à n'importe quelle autre ville européenne, dans les campagnes, en revanche, les ravages de l'alcoolisme, le manque de jeunes, la faible proportion d'hommes, l'abandon et le désespoir sont frappants. Et rien ne dit que les choses vont aller en s'améliorant.

«La question fondamentale qui se pose aujourd'hui à la Russie est la même que se posaient déjà les révolutionnaires du XIX^e siècle», explique Jean-François Fayet: comment faire pour qu'émerge une société civile autonome du pouvoir politique? A l'heure actuelle, il n'y a pas de place pour un débat démocratique en Russie. Comme à l'époque soviétique, la politique est redevenue un luxe réservé à un petit groupe de privilégiés. Et rares sont ceux qui pensent encore que le citoyen puisse avoir le moindre impact sur les choix politiques de la Russie actuelle. Pour quelqu'un qui, comme moi, discute avec des Russes depuis vingt ans, il est assez déprimant de constater qu'aujourd'hui il suffit de prononcer le nom de Poutine dans un lieu public pour que les gens se remettent à chuchoter.» ■

L'archipel du secret

Lourde de conséquences pour le citoyen, la culture du rapport qui caractérisait l'Union soviétique constitue une aubaine pour les historiens depuis l'ouverture des archives du Kremlin, au début des années 1990

Pour les historiens, l'effondrement de l'URSS marque le début d'une sorte d'âge d'or. L'ouverture des archives a, en effet, permis de complexifier le regard porté sur le système soviétique, mais elle a aussi profondément modifié la façon d'étudier le passé de la Russie. Jean-François Fayet, qui commençait sa carrière académique au début des années 1990, témoigne.

Vous avez la chance d'appartenir à la première génération d'historiens ayant pu accéder aux sources sur l'époque soviétique. Qu'est-ce que cela a changé?

JEAN-FRANÇOIS FAYET: Jusque-là, l'histoire de l'Union soviétique était une histoire sans archives, dans laquelle l'interprétation et les enjeux politiques demeuraient très forts. Puis, brusquement, la discipline a changé de statut: l'Union soviétique est devenue un objet d'histoire au plein sens du terme. Ce fut un moment fantastique. D'un coup, tout était ouvert, on pouvait accéder à n'importe quel document. Dans ces années-là, on partait aux archives comme on part en pèlerinage.

Comment se passaient les recherches sur place?

Au début, la situation était un peu chaotique. Il n'y avait aucune règle et on a vu certains archivistes quitter le pays avec une pile de documents sous le bras dans l'espoir de les monnayer à l'étranger. C'était un peu la chasse au trésor, avec tout ce que cela suppose de négatif. Ensuite, il y a eu une reprise en main, qui était à la fois nécessaire et légitime, et qui a per-

mis d'édicter un certain nombre de règles. Depuis, les conditions de travail sont très correctes.

A propos de l'Union soviétique, l'historien Nicolas Werth parle d'une «civilisation du rapport». Que trouve-t-on dans ces archives?

La pratique bureaucratique peut s'avérer très gênante pour le citoyen, mais elle est extrêmement utile aux historiens. Les Soviétiques ont en effet développé une fantastique culture archivistique. C'était une société dans laquelle tout était archivé, inventorié et documenté. Aucun pays au monde n'a produit autant de rapports sur autant d'individus. Et comme tout cela était remarquablement organisé, ce régime qui cultivait le culte du secret est aujourd'hui beaucoup plus transparent que beaucoup de démocraties. A Genève, par exemple, les archives de la police sont accessibles, mais il n'existe aucun inventaire, donc aucun moyen de savoir ce qui s'y trouve pour l'historien.

Que sait-on de plus aujourd'hui qu'il y a vingt ans?

Ce qui a le plus changé, ce n'est pas tellement les réponses apportées que le fait que nous nous posions de nouvelles questions. Aujourd'hui, on comprend mieux les rapports entre le centre et la périphérie, problématique qui a toujours été centrale pour le pouvoir, compte tenu de l'immensité du territoire. L'ouverture des archives permet également de mieux saisir des éléments de la vie quotidienne qui n'apparais-

saient que par le biais de la littérature ou des arts auparavant. L'accès à ce type de documents a notamment permis de réaliser le décalage existant entre ce que revendiquaient le pouvoir et la réalité sociale. On s'est aperçu que le Parti communiste était loin de tout contrôler et que la société ne fonctionnait pas uniquement par des impulsions venues d'en haut. Les mesures prises par le Parti répondaient au moins en partie à des demandes venues de la base et c'est sans doute ce qui a permis au régime de tenir si longtemps. Avec le recul, on parvient également mieux à discerner ce qui est spécifique au communisme et ce qui, au contraire, relève de la tradition russe.

C'est-à-dire?

Un exemple: les hommes qui accèdent au pouvoir en Russie se considèrent généralement comme les propriétaires du pays. Ce comportement a longtemps été attribué au phénomène communiste. Or, certains historiens ont récemment montré qu'il remonte à une période qui est bien antérieure. La différenciation qui s'est faite entre le XVIII^e et le XIX^e siècle dans les démocraties occidentales, c'est-à-dire l'idée d'un Etat arbitre entre la société et les dirigeants, ne s'est en effet pas effectuée en Russie. Si bien que dans ce pays, le terme «Etat» désigne aussi bien l'entité représentant la collectivité que les propriétés du tsar. Les deux choses se confondent depuis longtemps et les Soviétiques n'ont fait qu'entretenir la confusion.

Qu'elle est la part des Russes dans ce travail sur le passé?

Boris Eltsine, et c'est un des rares points positifs qu'on peut lui attribuer, a doté un certain nombre d'associations d'une autorisation permanente de publication de documents. Si bien que les Russes

«Aucun pays au monde n'a produit autant de rapports sur autant d'individus»

ont fait – et continuent à faire – un fantastique travail d'édition. Ils publient des recueils thématiques (sur l'URSS et l'Afrique, l'URSS et Espagne, et même l'URSS et la Suisse) qui n'ont probablement pas d'équivalent dans le monde. Seulement, ces documents sont plus connus et mieux diffusés à l'étranger qu'en Russie. Récemment, 12 volumes sur le Goulag ont ainsi été publiés par une équipe franco-russe. Malgré la qualité du travail accompli, pas une seule bibliothèque russe n'aurait passé commande d'un des 1000 exemplaires disponibles. Ce n'est pas interdit, mais personne ne semble en vouloir au sein de la société civile. ■

L'HÉRITAGE INDÉCIS DE TIAN'ANMEN

Il y a vingt ans, les autorités chinoises lançaient les chars d'assaut contre les manifestants regroupés depuis plusieurs mois sur la place Tian'anmen. Largement condamnée en Occident, la répression du «mouvement du 4 juin» a été reléguée au second plan en Chine par la spectaculaire croissance économique qu'a connue le pays

1990
2010

Le 4 juin 1989, l'Armée populaire de libération chinoise lance l'assaut contre les quelques milliers de manifestants encore regroupés autour de la place Tian'anmen, au centre de Pékin. Dans le fracas des chars d'assaut, le monde entier – de nombreux médias étant sur place pour couvrir la visite de Gorbatchev en Chine – assiste, impuissant, à la fin d'un mouvement qui, depuis avril, s'était étendu à la plupart des grandes villes du pays. La terrible répression qui s'ensuit (dont on ignore encore aujourd'hui le bilan exact) met un terme brutal aux espoirs de ces foules composées d'étudiants, d'intellectuels et d'ouvriers qui, aux quatre coins du pays, avaient trouvé le courage de sortir du rang pour dénoncer la corruption et réclamer davantage de liberté et de démocratie.

En Occident, Tian'anmen, c'est d'abord une image. Celle d'un jeune homme en chemise blanche défiant à lui seul une colonne de chars sur une avenue de la Paix éternelle (*sic*) désertée. Martyr inconnu d'une cause perdue, celui que les médias anglo-saxons ont surnommé «Tank Man» est rapidement devenu le symbole de ce «Printemps de Pékin» avorté, l'incarnation de la liberté bafouée par la dictature. D'où une condamnation quasi générale du régime de Pékin, considéré dès lors comme impossible à réformer et incompatible avec la démocratie ou le respect des droits de l'homme.

«Dans la période précédant les événements de Tian'anmen, la Chine jouissait en Occident d'une image bien plus favorable qu'aujourd'hui, explique Nicolas Zufferey, directeur de l'Unité d'études chinoises (Faculté des lettres). On la considérait comme une nation en train de s'ouvrir et de progresser. De plus, elle restait assez faible pour ne pas trop inquiéter. Ce n'est naturellement plus le cas. D'où l'émergence de certaines dérives anti-chinoises, voire d'un certain racisme en Occident. Pour dépasser ce discours simpliste, il faudrait pouvoir introduire un peu plus de complexité dans notre analyse de la Chine. Or, le grand public n'aime pas la complexité.»

UN GÉANT QUI FAIT PEUR

Au lendemain des événements du 4 juin, la condamnation du régime de Pékin par les puissances occidentales ne se fait pas attendre. Alors que les médias s'enflamment contre le régime liberticide, l'ONU et l'UE décident, en guise de rétorsion, un embargo sur les ventes d'armes qui est toujours en vigueur. De leur côté, les Etats-Unis mettent un terme à la coopération entre les deux pays en matière militaire et de renseignement. Dès lors, il n'est plus question de considérer Pékin comme un précieux allié dans la lutte qui oppose le camp de la liberté (l'Ouest) à celui de la tyrannie (l'Est), mais comme un Etat autoritaire et répressif constituant une menace pour la paix et les intérêts du monde occidental.



Avenue de la Paix éternelle, Pékin, 5 juin 1989.

«Ce sentiment anti-chinois s'est encore accentué ces dernières années, suite à la montée en puissance de l'économie chinoise, complète Nicolas Zufferey. Aujourd'hui, la Chine fait peur par les moyens dont elle dispose. L'accroissement de son influence hors de ses frontières suscite beaucoup d'inquiétude dans les pays occidentaux. Mais nous devons aussi comprendre que la Chine revendique une part du gâteau. Jusqu'au XVIII^e siècle, ce pays représentait le quart de la production mondiale, voire plus. Aujourd'hui, il est simplement en train de reprendre cette place. Et, en soi, cela n'a rien d'alarmant.»

Au sein de l'Empire du Milieu, en revanche, «le mouvement du 4 juin», comme on l'appelle pudiquement, ne fait pas tout à fait l'objet de la même lecture. Pour beaucoup de Chinois en effet, Tian'anmen ne constitue pas une rupture fondamentale, mais une



sorte d'accident de parcours dans la longue et difficile voie qui mène à la modernisation et au développement économique du pays. De l'épisode, la population semble en effet avoir surtout retenu que, s'il y avait effectivement des limites à ne pas franchir, on pouvait dire et faire beaucoup de choses tant qu'on ne les dépassait pas. *«Suite à Tian'anmen, il n'y a pas eu de bouleversement en matière politique, constate Nicolas Zufferey. La Chine a poursuivi son évolution vers plus de liberté et un assouplissement du contrôle de la société. Et les Chinois ont parfaitement compris que, du moment qu'ils n'attaquaient pas de front le gouvernement, ils pouvaient s'exprimer à peu près sur n'importe quel sujet. C'est un fait qu'on ignore souvent en Occident, mais il existe aujourd'hui en Chine une presse relativement libre qui offre de vrais espaces critiques. Au travers d'enquêtes et de reportages solides, ces*

Pour beaucoup de Chinois, Tian'anmen constitue une sorte d'accident de parcours dans la difficile voie qui mène à la modernisation et au développement économique du pays

journaux font entendre un certain nombre de voix discordantes.»

Par ailleurs, même si Tian'anmen a effectivement sonné le glas d'une réforme en profondeur du régime, cet élément a été relégué au second plan par la très spectaculaire croissance économique qu'a connue le pays au cours de ces vingt dernières années. Un essor qui a permis à la Chine de s'imposer comme une puissance de premier plan sur la scène internationale et, par là même, de retrouver sa fierté.

GRATTE-CIEL ET BOUCHONS

Empruntant le chemin inverse de celui tenté au même moment par Gorbatchev avec la *Glasnost*, les dirigeants du PCC ont en effet opté, au moment de Tian'anmen, pour une stratégie alliant dictature politique et libéralisme ►



Boutique Louis Vuitton, Shanghai, septembre 2004.

économique, dont la principale conséquence est une augmentation notable du niveau de vie général.

«Pour les Chinois, les deux dernières décennies représentent un progrès économique énorme, même dans les campagnes, complète Nicolas Zufferey. Une partie de la population, qui représente peut-être 200 à 300 millions de personnes, a atteint un niveau de vie comparable à celui de l'Italie ou de l'Espagne. D'autre part, des dizaines de millions de Chinois voyagent désormais chaque année à l'étranger. Le changement des villes est également très impressionnant: la première fois que je suis allé en Chine, en 1983, Pékin était une ville plate. Il n'y avait quasiment pas un bâtiment qui était plus haut que les murs de la Cité interdite. Maintenant, c'est une ville avec des vagues de gratte-ciel, des logements plus confortables, plusieurs lignes de métro et des centaines de milliers de voitures bloquées dans d'immenses embouteillages.»

QUATRE-CENTS MILLIONS D'INTERNAUTES

Au quotidien, l'amélioration des conditions matérielles passe également par un attrait croissant pour des sujets comme la mode, le sport, l'art contemporain et, bien sûr, les nouvelles technologies. Ainsi, alors que le Web était quasiment inexistant dans le pays au milieu des années 1990, la Chine est aujourd'hui le pays qui compte le plus grand nombre d'in-

ternautes au monde. Et même si des dizaines de milliers de personnes s'efforcent de contrôler ce nouveau territoire, elles ne font guère le poids face aux 420 millions de personnes connectées (soit 32% de la population, contre 68% en Suisse) que compterait aujourd'hui le pays selon les chiffres officiels.

SOIF DE SAVOIR

C'est que, dans cette Chine de l'après-Tian'anmen, on a soif de savoir. «Cette énorme envie d'apprendre est peut-être ce qu'il y a de plus frappant lorsqu'on va en Chine aujourd'hui, confirme Nicolas Zufferey. Quand on cherche à mettre en évidence les causes de la réussite économique de la Chine, on met souvent le doigt sur des facteurs comme l'organisation familiale de l'entreprise, la fidélité au chef, le respect de la hiérarchie, mais on oublie trop souvent l'éducation. Or, c'est une société dans laquelle les gens sont en permanence en formation. Le nombre de personnes inscrites à des maîtrises universitaires explose. Partout, on discute, on débat, on traduit. Résultat: les Chinois sont infiniment mieux informés sur l'Occident qu'on ne l'est sur la Chine.»

Tous ces éléments expliquent pourquoi le régime en place bénéficie du soutien de larges franges de la population. Un soutien manifeste au cours des récents Jeux olympiques et qui fait dire à beaucoup d'observateurs que si

des élections étaient organisées aujourd'hui, le PCC les remporterait haut la main.

Mais l'équilibre est précaire et les menaces nombreuses. La grogne monte ainsi chez ceux, et ils sont nombreux, qui estiment être les laissés-pour-compte de la croissance. Loin d'être partagé par tous, l'accroissement de la richesse s'est en effet également traduit par une forte augmentation des inégalités. Dans les campagnes, parmi les retraités ou au sein des quelque 100 millions de migrants intérieurs que compte le pays, les bienfaits de l'option choisie par le gouvernement

sont très relatifs. «Les problèmes sociaux sont énormes, explique Nicolas Zufferey. Pour dissimuler le chômage, qui concernerait 25% de la population, beaucoup de gens ont des emplois qui leur permettent à peine de subsister. Il est devenu presque impossible de se faire soigner si on n'a pas d'argent, et les conséquences écologiques du développement économique sont telles qu'une bonne partie de la population n'a plus accès à de l'eau potable.»

Dans ces conditions, il suffirait d'une réaction mal proportionnée des autorités ou que la croissance connaisse un coup de frein pour que la tension devienne difficile à contenir. Or, l'économie chinoise est un géant aux pieds d'argile que la présence de nombreuses bulles spéculatives (immobilières ou financières) rendent vulnérable.

LA TENTATION NATIONALISTE

Mise en application en 1979, la politique de l'enfant unique accentue encore ces difficultés. La Chine doit ainsi faire face à un vieillissement de la population beaucoup plus brutal que celui que nous connaissons en Occident. Par ailleurs, étant donné la relative rareté des filles, entre 25 et 40 millions de jeunes Chinois ne trouveront pas d'épouse dans les années qui viennent. Dans cette société sans fratrie, l'enfant unique est, en outre, source de

tous les espoirs de la famille. Libres et choyés lorsqu'ils sont petits, ils subissent une énorme pression en grandissant, lorsque vient le moment de l'école. Dès lors, le droit à l'échec n'existe plus.

Enfin, la capacité du PCC à maintenir le cap suscite également des interrogations. Pour se donner une plus grande représentativité, le Parti a en effet intégré dans ses rangs des intellectuels, des entrepreneurs ou des avocats pour qui l'autoritarisme du régime commence à apparaître davantage comme un obstacle à la modernisation de la société chinoise et à l'approfondissement des réformes économiques que comme un atout. Dans ces conditions, les dirigeants en place

«En cas de crise sociale ou de baisse de la croissance, le risque que le pouvoir se cherche une nouvelle cause à l'extérieur des frontières du pays n'est pas tout à fait inexistant »

pourraient être tentés de faire vibrer la corde du nationalisme pour fédérer le peuple derrière une cause commune. «Alors que c'était peu perceptible au moment de Tian'anmen, on assiste depuis quelques années en Chine à une montée du discours nationaliste, confirme Nicolas Zufferey. Au cours de ces deux décennies, la Chine a dépassé des pays comme l'Inde ou le Brésil en termes de PIB. Elle est devenue puissante et elle en est fière, d'où le développement d'une certaine xénophobie, notamment à l'égard du Japon. Je n'y vois pas de danger immédiat, mais en cas de crise sociale ou de baisse de la croissance, le risque que le pouvoir se cherche une nouvelle cause à l'extérieur des frontières du pays, vers Taïwan par exemple, n'est pas tout à fait inexistant.» ■

Formation: à chacun son chemin

Si, en vingt ans, la Chine a beaucoup changé, la manière dont on l'étudie a, elle aussi, évolué. Longtemps confiné aux filières littéraires, le monde chinois est aujourd'hui accessible à un public beaucoup plus large. L'Université de Genève propose ainsi trois voies pour approcher l'Empire du Milieu.

Première voie: Baccalauréat universitaire en langue, littérature et civilisation chinoises, suivi éventuellement de la maîtrise, voire du doctorat. Il s'agit d'une formation approfondie, avec un apprentissage intensif de la langue chinoise et des enseignements sur la civilisation, l'histoire, la littérature et la société chinoises, dans leurs dimensions anciennes et contemporaines, de Confucius à Internet. La maîtrise consécutive permet d'approfondir les connaissances acquises au cours du baccalauréat. Elle forme plus particulièrement à la recherche,

à la traduction scientifique ou littéraire, ainsi qu'à certaines professions comme le journalisme, la diplomatie et le tourisme. La maîtrise prépare également au doctorat et autres diplômes spécialisés.

Deuxième voie: Maîtrise universitaire spécialisée pluridisciplinaire en études asiatiques, dispensée par la Faculté des lettres, la Faculté des sciences économiques et sociales et l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID). Premier diplôme de ce type en Suisse, le «Master-Asie» propose une formation pluridisciplinaire (culture, langue, histoire, société, économie, politique, relations extérieures, coopération au développement) et interculturelle. Il mobilise une quinzaine de spécialistes issus de l'Université, ainsi que des experts d'universités étrangères. Il est ouvert aussi bien à des non-spécialistes qu'à des

candidats ayant déjà abordé l'étude de l'Asie, que ce soit en sciences humaines ou en sciences sociales. L'originalité du diplôme est de combiner théorie et pratique, préparant ainsi de manière aussi complète que possible les étudiants aux différentes professions en rapport avec l'Asie. Tenus de faire l'apprentissage d'une langue asiatique, les étudiants ont également l'occasion, au cours de leur formation, d'effectuer un séjour de recherche ou un stage, soit dans un pays asiatique, soit dans une institution travaillant en relation avec l'Asie. Il permet également d'envisager un doctorat ou un diplôme spécialisé.

Troisième voie: Enseignement de langue et conférences proposés dans le cadre de la formation continue. Attirant chaque année plus de cent participants, le programme proposé dans le cadre de la formation continue s'efforce d'appréhender

les réalités présentes et les défis à venir de la Chine à travers une approche culturelle et historique. Il permet de mieux comprendre la civilisation de la Chine actuelle par l'apprentissage de la langue chinoise et la présentation de situations de communication courantes (affaires, voyages, tourisme, etc.). Les conférenciers sont des spécialistes reconnus de la Chine. L'initiation à la langue chinoise est donnée par des enseignants de l'Université de Genève. Les cours sont ouverts à toute personne déjà en contact avec la Chine ou envisageant des activités en rapport avec ce pays, pour des raisons professionnelles, personnelles ou touristiques, ainsi qu'à toute personne intéressée par la connaissance des rudiments de la langue chinoise et/ou les différents aspects de la culture de ce pays, dans un but professionnel ou personnel. ■

UNE JUSTICE AU-DESSUS DES FRONTIÈRES

Au cours de ces deux dernières décennies, la justice pénale internationale a connu un important développement. En plus des tribunaux spéciaux pour l'ex-Yougoslavie, le Rwanda, la Sierra Leone, le Cambodge ou le Liban, une juridiction permanente a vu le jour avec la création d'une Cour pénale internationale basée à La Haye. Un dispositif qui a déjà permis la condamnation d'un certain nombre de responsables politiques

Charles Taylor et Radovan Karadzic sont bien placés pour le savoir: il devient de plus en plus difficile d'échapper à la loi lorsqu'on est soupçonné de crime de guerre, de crime contre l'humanité ou de génocide. Traduit devant une juridiction internationale, l'ancien président de la République du Liberia et l'ancien président de la République serbe de Bosnie font actuellement face à leurs juges. Ils ne sont pas les premiers et ne seront probablement pas les derniers à connaître ce sort. Depuis deux décennies en effet, la communauté internationale s'est dotée de différents moyens permettant de sanctionner les auteurs de crimes graves ayant une portée internationale. En plus des deux Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda (créés respectivement en 1993 et 1995), un certain nombre de tribunaux hybrides ont été mis sur pied en Sierra Leone, au Cambodge ou au Liban. Par ailleurs, plus d'une centaine d'Etats ont aujourd'hui ratifié le Statut de Rome établissant la Cour pénale internationale. Souffrant de nombreuses limites, le système est encore loin d'être parfait, mais il ne cesse de se développer, influençant de manière toujours plus significative les législations nationales. C'est ainsi que la notion de crime contre l'humanité fera son entrée dans le droit suisse le 1^{er} janvier prochain.

UNE IDÉE DÉJÀ ANCIENNE

«Ce qui est nouveau, ce n'est pas l'existence d'une justice internationale, explique Robert Roth, professeur au Département de droit pénal (Faculté de droit). Mais le développement de juri-

dictions internationales ayant pour vocation de se prononcer sur la condamnation ou l'acquittement de personnes individuelles, alors que la Cour internationale de justice, créée en 1946, ne tranche que les litiges entre Etats.»

L'idée de poursuivre des personnes physiques en cas de violation grave des droits de l'homme ou des droits de la guerre n'est pas neuve. En germe depuis près d'un siècle au

moins, elle s'est concrétisée une première fois à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, avec la création des tribunaux de Nuremberg et de Tokyo. Chargées de juger les responsables des puissances principales de l'Axe, ces deux institutions composées uniquement de magistrats internationaux ont directement inspiré la structure et le fonctionnement des Tribunaux pénaux internationaux qui ont été créés au milieu des années 1990.

Les procédures entamées au niveau national durant la période de la Guerre froide constituent une autre source d'inspiration majeure pour les magistrats actuels. En Italie, en Allemagne, en Autriche ou en France, de nombreux procès ont en effet permis de poursuivre selon des règles nationales des crimes internationaux. L'exemple le plus spectaculaire est sans doute celui de la France, avec les mises en accusation successives de Klaus Barbie et de Paul Touvier.

FUSÉE À TROIS ÉTAGES

«L'ensemble des décisions prises à Nuremberg et à Tokyo, ainsi qu'au sein de ces tribunaux nationaux constituent une jurisprudence à laquelle les magistrats actuels se réfèrent quotidiennement», explique Robert Roth. Devenu indispensable, l'ensemble de ces documents va d'ailleurs très prochainement faire l'objet d'une première compilation en français dans une publication cosignée par Antonio Cassese, premier président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Vanessa Thalmann, assistante au Département de droit pénal de l'UNIGE et Damien Scalia, assistant à l'Aca-

Depuis deux décennies, la communauté internationale s'est donné les moyens de sanctionner les auteurs de crimes graves ayant une portée internationale



Siège de la Cour pénale internationale, La Haye.

démie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève.*

Globalement, le dispositif juridique développé au cours de ces deux dernières décennies se présente comme une fusée à trois étages. Au premier, les Tribunaux pénaux internationaux, au deuxième, les tribunaux dits «hybrides» et, au dernier, la Cour pénale internationale.

Mis sur pied par le Conseil de sécurité des Nations unies à l'issue des conflits qui ont ravagé ces deux régions, les Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et pour le Rwanda (TPIR) sont des structures dont l'action est limitée à la fois dans le temps et dans l'espace. Destinés à augmenter la sécurité des régions concernées, ils ont pour objectif de traduire en justice les principaux responsables de violations des droits de l'homme et du droit de la guerre. La force de ces structures, qui ont déjà abouti à un nombre as-

sez considérable de condamnations (lire ci-contre), réside largement dans la primauté dont les TPI disposent sur les Etats. En théorie, ils peuvent donc agir sans l'accord de ces derniers, même si cela complique considérablement la donne, comme le montre le cas de Ratko Mladic, ancien commandant en chef de l'armée de la République serbe de Bosnie, inculpé par le TPIY depuis 1995, mais dont l'arrestation se fait toujours attendre.

RISQUE DE DÉRIVE

«C'est une question qui a plus à voir avec la politique qu'avec le droit, commente Robert Roth. Il est cependant vrai que les TPI ne disposent d'aucun moyen de contrainte. Pour obtenir des moyens de preuve, ils dépendent donc des juridictions nationales, ce qui représente un risque de dérive. Cependant, ce qui est sans doute le plus critiquable du point de vue du droit, c'est probablement l'absence d'autorité de recours indépendante au sein des TPI. ►

Faits marquants

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

MAI 1993 > Création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), dont le siège est à La Haye (Pays-Bas).

AVRIL 2001 > Arrestation de Slobodan Milosevic, ancien président de la Serbie.

FÉVRIER 2002 > Début du procès de Slobodan Milosevic, qui est accusé de crimes contre l'humanité, d'infractions graves aux Conventions de Genève et de violation des lois ou coutumes de la guerre.

MARS 2006 > Mort de Slobodan Milosevic pendant la cinquième année de son procès.

FÉVRIER 2007 > Le TPIY juge la Serbie non coupable de génocide, et conclut que le gouvernement de Belgrade n'a pas planifié le massacre de Srebrenica.

MARS 2008 > Ouverture du procès de l'ancien général croate Ante Gotovina, inculpé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité pour avoir orchestré le massacre d'au moins 150 Serbes dans la région de Krajina, et expulsé des milliers d'autres.

JUILLET 2008 > Arrestation de Radovan Karadzic, ancien président de la République serbe de Bosnie.

JUIN 2010 > Condamnation de deux officiers serbes de Bosnie à la prison à perpétuité pour génocide lors du massacre de 8000 hommes et garçons musulmans dans l'enclave de Srebrenica en 1995. C'est le jugement le plus sévère jamais rendu par le TPIY pour des crimes commis durant la guerre en Bosnie.

Mais, là encore, il n'existe pas de solution toute faite, car la mise en place de ce type de structure n'est pas une chose aisée.»

Depuis sa première audience, le 8 novembre 1994, le TPIY a mis en accusation 161 personnes: 9 ont été acquittées, 55 condamnées, 19 ont purgé leur peine et 13 ont vu leur affaire renvoyée devant une cour de l'ex-Yougoslavie. Trente-six affaires ont été proclamées terminées à la suite soit du retrait de l'acte d'accusation soit du décès de l'accusé. Les procédures en cours concernent 48 accusés, dont 4 sont toujours en fuite. De son côté, le TPIR a prononcé à ce jour 6 acquittements pour une quarantaine de condamnations.

Reposant sur une logique légèrement différente, les tribunaux «hybrides» associent des magistrats internationaux élus par l'Assemblée générale des Nations unies et des magistrats issus des pays concernés. De la même manière, ces organes s'appuient à la fois sur les règles du droit national et international. Solution intermédiaire souvent difficile à mettre en place, cette formule a cependant d'ores et déjà débouché sur la création de «tribunaux spéciaux» en Sierra Leone, au Cambodge et au Liban. Avec, là encore, un certain nombre de condamnations à la clé.

JURIDICTION PERMANENTE

En fonction depuis le 1^{er} janvier 2002, la Cour pénale internationale (CPI) constitue, quant à elle, la première juridiction pénale internationale permanente de l'histoire. Fondée sur un traité international des plus classiques, le Statut de Rome, la CPI regroupe aujourd'hui 112 Etats sur les 192 reconnus par l'ONU, tandis que 38 gouvernements ont signé le texte sans l'avoir encore ratifié. Basée à La Haye, elle bénéficie du soutien massif des Etats d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine. En revanche, son autorité n'est que partiellement reconnue par la Chine, la Russie et les Etats-Unis.

«La position américaine vis-à-vis de la justice internationale est assez paradoxale, explique Robert Roth. D'un côté, les Etats-Unis continuent à être le principal soutien financier et politique

Faits marquants

Tribunal pénal international pour le Rwanda

NOVEMBRE 1994 > Création du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), dont le siège est à Arusha (Tanzanie).

MARS 1998 > Jean-Paul Akayesu, bourgmestre de la ville de Taba en 1994, est condamné à la prison à vie pour le massacre de 2000 Tutsis réfugiés dans le bureau communal de Taba, l'incitation à des viols collectifs et publics, ainsi que pour sa participation directe dans plusieurs assassinats. C'est la première sentence rendue par le TPIR.

SEPTEMBRE 1998 > Jean Kambanda, premier ministre du gouvernement intérimaire du Rwanda en 1994, est condamné à la réclusion à perpétuité pour génocide et crimes contre l'humanité. C'est la première condamnation prononcée pour crime de génocide depuis l'adoption de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide en 1948.

JUILLET 2000 > Georges Rugju, journaliste et animateur à la Radio Mille Collines au moment du génocide, est condamné à douze ans de prison pour avoir diffusé des émissions qui ont incité au meurtre ou à des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale des Tutsis et ont constitué des actes de persécution envers les Tutsis, ainsi que certains Hutus et citoyens belges.

AOÛT 2003 > Le procès des «médias de la haine» débouche sur la condamnation à la prison à vie de Hassan

Ngeze, directeur et rédacteur en chef du journal de Kangura, et de Ferdinand Nahimana, cofondateur de la Radio Télévision Libre des Mille Collines. Le troisième inculpé, Jean Bosco Barayagwiza, leader de la Coalition pour la défense de la République, écope de 35 ans de prison. Ces peines seront allégées en 2007 en appel.

Tribunaux spéciaux

AOÛT 2001 > Promulgation de la loi instaurant un Tribunal spécial mixte cambodgien destiné à juger les anciens chefs Khmers rouges pour le génocide qui a fait près de 2 millions de morts entre 1975 et 1979.

JANVIER 2002 > Création du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL), dont le siège est partagé entre l'île de Bonthe (80 km au sud de Freetown, en Sierra Leone) et La Haye (Pays-Bas). A ce jour, le TSSL a inculpé 13 personnes. Le procès de Charles Taylor, ancien président de la République du Liberia, est en cours depuis le 4 juin 2007. Les autres inculpés, tous membres dirigeants des factions impliquées dans la guerre civile qui ravagea le pays entre 1991 et 2002, ont été condamnés à des peines allant de 15 à 52 ans d'emprisonnement. Quatre d'entre eux ont été déclarés morts ou sont morts en prison.

JUILLET 2006 > Inauguration à Phnom-Penh du Tribunal spécial pour les Khmers rouges.

MAI 2007 > Création du Tribunal spécial pour le Liban, qui est chargé de juger les assassins de l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri.

Le tribunal aura également compétence pour 14 assassinats, tentatives d'assassinats et attentats ayant visé des personnalités libanaises depuis octobre 2004.

JUILLET 2010 > Condamnation de l'ancien chef de la prison de Phnom-Penh, Kaing Guek Eav (alias «Douch»), à 30 ans de prison pour crimes contre l'humanité.

Cour pénale internationale

JUILLET 1998 > Signature de la Convention instituant la Cour pénale internationale.

JUILLET 2002 > Entrée en fonction de la Cour pénale internationale.

JANVIER 2009 > Ouverture du premier procès de la CPI contre Thomas Lubanga Dyilo, président national de l'Union des patriotes congolais, accusé de conscription forcée d'enfants en République démocratique du Congo (RDC).

MARS 2009 > La Cour pénale internationale (CPI) lance un mandat d'arrêt contre le président soudanais Omar al Bachir, poursuivi pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour. En réaction, le gouvernement soudanais expulse les ONG de la région.

À CE JOUR > treize mandats d'arrêt ont été délivrés par la CPI pour des affaires concernant l'Ouganda, la RDC, la République centrafricaine et le Soudan. Quatre personnes sont par ailleurs détenues, toutes originaires de RDC.



Enfant-soldat dans le film «Johnny Mad Dog» de Jean-Stéphane Sauvaire, 2008.

des TPI. Comme l'a montré l'affaire du Darfour, qui n'aurait pas pu être transmise à la CPI par le Conseil de sécurité sans leur aval, ils souhaitent également que la Cour pénale internationale joue un rôle actif. Cependant, tous les gouvernements qui se sont succédé ces dernières années sont d'accord sur le fait que l'adhésion à la CPI est incompatible avec la poursuite d'une politique de puissance telle que la conçoivent les experts de Washington. Il ne s'agit pas d'un rejet culturel, puisque le très grand pouvoir accordé au procureur de la CPI fait écho au modèle américain, mais d'une conviction politique: il n'est pas question pour les Etats-Unis d'accepter un système international sur lequel ils n'auraient pas prise.»

Autre limite du dispositif, la CPI vise d'abord et surtout à compléter l'action des Etats, qui restent compétents en premier lieu. Contrairement aux TPI, la Cour pénale internationale ne peut donc agir que si elle est à même de démontrer que ces derniers ne peuvent ou ne veulent pas entrer en matière.

«Pour assurer une prévention réellement efficace, on ne peut pas se limiter à poursuivre des individus»

Enfin, comme l'ont regretté de nombreux observateurs depuis la conclusion du Statut de Rome, la CPI est pour le moment dans l'incapacité de poursuivre des entreprises privées. «C'est probablement la question la plus importante qui reste à trancher, commente Robert Roth. Pour aller au bout du raisonnement et assurer une prévention réellement efficace, on ne peut pas se limiter à poursuivre des individus. Même si c'est compliqué sur le plan de la doctrine, il faut également se donner les moyens d'agir contre ceux qui alimentent les conflits, soit en soutenant le pouvoir en place, soit en armant des factions contestant ce dernier. Le jour où il sera possible de poursuivre des firmes pétrolières pour ce qui se passe dans certains pays d'Afrique ou d'Asie, les choses deviendront assurément très différentes.» ■

* A. Cassese/D. Scalia/V. Thalmann, *Les Grands Arrêts de droit international pénal*, Paris, Dalloz (à paraître)